

SOCIAL Ensisheim

Somex va licencier

Inquiétude chez Somex à Ensisheim. L'entreprise spécialisée dans la construction de machines-outils pour l'industrie, qui fait partie du groupe suisse Sulzer, se prépare à supprimer 14 de ses 29 postes d'ici la fin de l'année. Ses machines seront expédiées dans le canton d'Argovie, encore avant la fin de cette année. Cette annonce suscite bien sûr l'incompréhension et la colère dans l'entreprise. « C'est une délocalisation pure et simple ! Sous couvert de licenciements économiques, c'est tout un savoir-faire qui serait ainsi sacrifié et qui est menacé aujourd'hui. On

garderait certes le montage, le bureau d'études et la partie commerciale, mais pour combien de temps ? », s'interroge-t-on du côté des salariés, alors qu'une nouvelle rencontre avec la direction suisse est prévue en courant de semaine. « Nous n'en sommes qu'aux premières d'une procédure, indiquait ce lundi la direction du site alsacien. La situation est compliquée, nous sommes tous concernés par la conjoncture actuelle, d'autant que notre activité est étroitement liée à celle de secteurs en grande difficulté, comme l'automobile ou l'aéronautique. »

J.-A. H.

GRAND EST

Les experts-comptables de la grande région s'organisent

Les ordres des experts de Lorraine, Alsace et Champagne se sont réunis ce vendredi 9 octobre à Metz pour y tenir simultanément leur assemblée générale. Une unité de lieu et de temps qui ne devait rien au hasard puisque la journée a également été l'occasion pour Valérie Creusot-Rivière (Lorraine), Virginie Vellut (Champagne) et Christian Berthold (Alsace) d'expliquer les contours de la future région ordinaire unifiée Grand Est. Un changement de focale qui ne devrait toutefois rien changer aux principaux objectifs de l'ordre : proximité, support et soutien aux experts-comptables, acteurs économiques de premier plan auprès des entreprises. La

maintenue a été consacrée à des échanges nourris, notamment autour du rôle des experts-comptables en matière d'information et d'accompagnement des entreprises dans le cadre du plan France relance initié par le gouvernement. « Nous serons un pôle de diffusion de l'information à destination de toutes les entreprises, singulièrement celles qui ne disposent pas en interne des moyens d'accéder et de traiter cette information », a souligné Valérie Creusot-Rivière. Un travail indispensable qui sera mené en partenariat, a assuré la présidente de l'ordre lorrain, avec les organisations professionnelles nationales.

H. B.

INDUSTRIE

Projet d'implantation de Huawei : l'Eurométropole veut des garanties

L'Eurométropole de Strasbourg a rencontré ce lundi des dirigeants de l'industriel chinois Huawei. L'occasion pour la collectivité de soulever ses « points de vigilance » dans ce dossier.

Le dialogue est entamé entre la nouvelle gouvernance de l'Eurométropole de Strasbourg et l'industriel Huawei qui a des vues sur le parc d'innovation d'Illkirch-Graffenstaden pour y implanter une future usine de production de composants pour les réseaux 2, 3, 4 et 5G destinés au marché européen.

Comme prévu, la présidente de l'Eurométropole, Pia Imbs, et le maire d'Illkirch-Graffenstaden Thibaud Phillips se sont entretenus ce lundi matin avec l'état-major de l'industriel en France. Étaient également présentes la première vice-présidente et maire de Strasbourg Jeanne Barséghian, la vice-présidente Danielle Dambach et la vice-présidente en charge de l'économie Anne-Marie Jean.

Cette implantation, pour laquelle la plateforme départementale d'activités de Brumath est également sur les rangs, générerait un premier investissement de 100 millions d'euros et la création de quelque 300 emplois pour un début de la production en 2023. Une deuxième tranche pourrait suivre, portant en 2023 l'investissement total à 200 millions d'euros et le nombre d'emplois à 500.



Pia Imbs, présidente de l'Eurométropole, et Thibaud Phillips, maire d'Illkirch, au sortir de la réunion avec des dirigeants de Huawei.

Photo:DNA / Laurent BÉA

« Un échange positif et réconfortant »

Une perspective forcément alléchante pour les deux derniers territoires bas-rhinois en lice. Pia Imbs confirmant ce lundi que l'option d'Erlstein a récemment été écartée. Mais l'Eurométropole de Strasbourg, n'entend pas se contenter de ces chiffres. « La réunion de ce matin visait à échan-

ger, à poser toute une série de questions en ce qui concerne l'offre d'emplois et la qualité de ces emplois, l'empreinte environnementale du projet, sa responsabilité sociale et environnementale et globalement son fonctionnement », a retracé à l'issue de cette rencontre Pia Imbs, qui tient à ce que cette implantation exogène soit conforme à la feuille de route économique de la collectivité. « Nous observons comment ce site peut entrer en résonance au regard de notre projet politique », indique-t-elle encore, qualifiant l'échange de « positif et plutôt réconfortant par

rapport aux questions que l'on se pose ». Thibaud Phillips, qui a déjà manifesté sa ferme volonté d'accueillir l'industriel au parc d'innovation, fait lui aussi état d'un « dialogue intéressant et apaisé » lors duquel les questions les plus délicates ont été abordées, cybersécurité en tête. L'industriel a fait valoir de récents audits sur cette dernière question, promu les performances environnementales de ses autres sites français, et souligné la qualité des emplois à venir : des cadres, ingénieurs et ouvriers spécialisés en majorité.

Désormais, « Huawei connaît nos attentes et nos exigences », résume Pia Imbs. Et l'Eurométropole en sait elle-même davantage. « C'est une entreprise qui va pouvoir créer des emplois pour nos écoles d'ingénieurs, rester durablement sur le territoire et qui a une véritable politique d'ouverture sur l'écosystème local », se félicitait ce lundi la présidente de l'Eurométropole. Un second entretien devrait être prochainement programmé. Huawei indiquera peut-être alors qui, d'Illkirch ou de Brumath, a su finaliser sa préférence. À moins qu'un autre site ne soit sur les rangs dans le plus grand secret.

Hélène DAVID

NOTRE CHAUDIÈRE AU FIOUL A DE L'AVENIR.

97% DES FRANÇAIS QUI SE CHAUFFENT AU FIOUL DOMESTIQUE L'APPRECIENT POUR LE CONFORT QU'IL PROCURE.*

ET ON DEVRAIT TOUT CHANGER ?

Non, ce ne sont pas les déclarations opportunistes, ni même les bonnes intentions ou les bons sentiments qui font avancer le monde. Ce sont les idées et les solutions.

Les annonces gouvernementales concernant la transition énergétique ouvrent de nouvelles perspectives et ont fixé une échéance au 1^{er} janvier 2022, mais elles ont suscité de nombreuses interrogations. Il est temps de dire clairement les choses :

- Le fioul domestique est bien sûr autorisé en usage de chauffage au-delà de 2022.
- Votre installation actuelle pourra être conservée jusqu'à son obsolescence au-delà du 1^{er} janvier 2022.
- Seules les chaudières neuves qui seront installées après le 1^{er} janvier 2022 devront répondre à de nouvelles normes.

Pour ces installations nouvelles, les professionnels ont développé en collaboration avec les agriculteurs, une nouvelle énergie de chauffage : le biofioul, un biocombustible à base de colza produit en France, disponible en 2022.

Dans les territoires, on ne refuse pas le changement mais avant de changer, on commence par chercher les meilleures solutions pour tout le monde.

ON N'EST PAS OBLIGÉ DE TOUT CHANGER POUR CHANGER LE MONDE.

Pour en savoir plus, interrogez un professionnel du fioul domestique reconnu localement. Il vous présentera la solution adaptée à votre logement pour un chauffage au fioul durable, local et performant.

* Sondage Opinion Way & FFBC - Août 2020

L'énergie est notre avenir, économisons-la !

TTE 001 07

1 sur 1

13/10/2020 à 10:43